



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Des centaines de membres
de PCQVP ont participé à
l'élaboration de cette stratégie
tout au long de 2017 et 2018.

Vision 2025

Un agenda citoyen pour le secteur extractif



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Email: info@publishwhatyoupay.org

 [@PWYPtweets](https://twitter.com/PWYPtweets)

 www.facebook.com/PublishWhatYouPay

www.pwyp.org

© Publish What You Pay 2019

Publish Ce Que Vous Payez est une organisation caritative enregistrée au Royaume-Uni (N° 1170959) et une organisation limitée par garantie enregistrée en Angleterre et au Pays de Galles (N° de compagnie 9533183)



Vision 2025

Le changement que nous voulons voir advenir



Au cours du développement de sa stratégie, PCQVP a réfléchi aux grandes tendances économiques, sociales, politiques et environnementales de notre temps : inégalités et injustices croissants, restriction de l'espace civique, régression autocratique, changement climatique et crise grandissante de la dette en Afrique.

Publiez Ce Que Vous Payez représente différentes choses, pour différentes personnes : un appel à l'action, une source de protection, une communauté mondiale, la vision d'un monde meilleur. Avant tout c'est une force pour le changement.

Notre stratégie mondiale pour la période 2020-2025 définit, pour la première fois dans notre histoire, quatre objectifs collectifs et globaux qui nous guideront dans le parcours que nous avons entrepris en 2002, suivant une vision du monde où chacun peut bénéficier de ses ressources naturelles, aujourd'hui comme demain. Ces objectifs établissent les priorités collectives des membres de PCQVP partout dans le monde pour mener à bien notre mission, celle de bâtir un mouvement mondial issu de la société civile basé sur l'information, l'influence, la représentation et la connexion entre ses membres, pour rendre les industries pétrolières, gazières et minières ouvertes, responsables, durables, équitables et adaptées aux besoins de tous.

Dès lors, qu'est-ce qu'impliquera concrètement la réalisation de ces objectifs ?

Notre priorité stratégique donnée à la participation citoyenne dans la gouvernance des ressources pétrolières, gazières et minières signifie que d'ici à 2025, nous verrons de plus en plus de gens – en particulier les femmes et les citoyens marginalisés – faire entendre leur voix dans les forums de prise de décision, de l'échelle globale à l'échelle locale. Il s'agit ainsi de renforcer les principes d'inclusion et de participation au sein de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) et du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO), ainsi qu'au sein de notre propre mouvement. Cela impliquera également de travailler à l'échelle mondiale pour influencer des décisions locales, avec notamment des processus de consultation pour garantir un consentement préalable, libre et éclairé des populations, ou pour concevoir des systèmes de partage des bénéfices et des budgets participatifs qui répondent aux besoins de tous.

D'ici 2025, suite à nos efforts collectifs la transparence des contrats et la divulgation des bénéficiaires effectifs des compagnies extractives et des autres entreprises de la chaîne d'approvisionnement seront devenues des normes globales, comme l'est déjà la publication des revenus des entreprises. Dans le cadre de notre approche stratégique consistant à réclamer des données pour pouvoir les utiliser, nos membres travailleront en étroite collaboration à influencer les entreprises et les États à continuer à rendre leurs comptes publics, et ils s'associeront pour développer les compétences nécessaires à l'analyse et l'usage des données obtenues afin d'influencer le développement de normes mondiales qui permettront réellement de faire reculer la corruption.

Un élément crucial de notre stratégie sera de militer pour que les acteurs du secteur expliquent clairement les implications de la transition énergétique sur le secteur extractif. Nous poserons la question de la viabilité économique des nouveaux projets d'énergies fossiles et soutiendrons les appels à une transparence totale quant à l'impact socio-environnemental des projets d'extraction afin de mieux pouvoir répondre à la question "extraire ou ne pas extraire ?". D'ici 2025, les populations seront mieux équipées pour prendre ce type de décision – y compris quand il s'agira de dire non à l'extraction – avec les informations, le courage et le respect de leurs droits nécessaires à cet effet.

Au fur et à mesure que vous parcourez notre Stratégie 2020-2025, je vous invite à imaginer le monde que nous souhaiterions tous voir en 2025 : un monde de sociétés ouvertes dans lequel tous les citoyens sont en mesure de participer aux décisions qui les affectent et de demander des comptes aux puissants. Je vous invite également à apporter votre énergie, votre expertise, votre créativité et votre enthousiasme à notre mouvement afin de garantir la réussite collective de notre projet !

Solidairement,

Elisa Peter
Directrice générale



“Nous devons engager davantage des populations locales, les membres communautaires. Ils comprennent les enjeux et ils sont plus à même de les mettre sur la table lorsqu’il s’agit de négocier.”

Faith Nwadishi
PCQVP Nigéria

À propos de notre approche stratégique

NOTRE VISION

Un monde où tous les citoyens profitent de leurs ressources naturelles, aujourd'hui et demain.

“La question de la transparence est devenue une question à l'échelle mondiale.”

Brice Mackosso
PCQVP Congo-Brazzaville

NOTRE MISSION

Construire un mouvement international d'organisations de la société civile rendant la gouvernance des secteurs du pétrole, du gaz et des mines ouverte, redevable, durable, équitable et adaptée à toutes les personnes.

Les citoyens ont le droit de participer à la gouvernance des ressources naturelles de leur pays. Nous veillerons à ce que nous, en tant que citoyens, disposions des renseignements dont nous avons besoin, et nous ferons valoir et défendrons notre droit à la participation, de sorte que les ressources naturelles soient gérées de façon durable pour le bénéfice des générations actuelles et futures.

NOTRE PARCOURS

Réalisations de PCQVP

Au début de ce siècle, les paiements aux gouvernements par les sociétés pétrolières, gazières et minières étaient entourés de mystère dans de nombreux pays, ou étaient même traités comme des secrets d'État. Souvent, les citoyens n'avaient aucun moyen de savoir combien leur pays percevait grâce à ces ressources naturelles. La corruption et le gaspillage pouvaient s'épanouir sans contrôle.

Publiez Ce Que Vous Payez a été lancée en 2002 pour faire campagne afin que les entreprises pétrolières, gazières et minières publient leurs paiements aux gouvernements, et que les gouvernements divulguent leurs recettes. La campagne est née de l'idée que cette transparence est un premier pas essentiel vers l'autonomisation des citoyens pour lutter contre un phénomène connu sous le nom de « malédiction des ressources » – la tendance des pays dépendant des ressources naturelles à devenir plus pauvres et moins bien gouvernés que leurs pairs ne disposant pas de ces ressources.

La campagne mondiale pour une plus grande transparence a été un succès extraordinaire. L'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) a été créée en réponse à la campagne PCQVP, et plus de 50 pays produisent désormais des rapports ITIE réguliers, publics et de plus en plus détaillés portant sur le flux des recettes publiques issues des industries pétrolières, gazières et minières. De nombreux gouvernements reconnaissent de plus en plus le droit de la société civile à participer aux débats sur la gouvernance des ressources. Les plus grandes entreprises extractives ont été obligées d'accepter de parler aux groupes de la société civile plutôt que de s'y opposer.



Des lois ont été adoptées dans plus de 30 pays, notamment dans l'Union européenne et au Canada, qui exigent des entreprises extractives qu'elles publient leurs paiements aux gouvernements. Des progrès ont été accomplis s'agissant de faire de la publication des contrats d'extraction, qui permettent de connaître les montants encaissés par les pays grâce aux secteurs du pétrole, du gaz et des minéraux, une norme mondiale. Des progrès sont également faits concernant la pleine divulgation publique des propriétaires réels des entreprises extractives, ceci pour dissuader les fonctionnaires corrompus d'utiliser des sociétés écrans pour piller le secteur.

Rien de cela n'aurait été possible sans les efforts de PCQVP, qui, sans relâche, s'est démené, a plaidé auprès des gouvernements du monde entier et les a persuadés de mettre en place des changements. Aujourd'hui, PCQVP s'est développé en une coalition mondiale de plus de 700 organisations de la société civile dans plus de 45 pays, contre 24 il y a dix ans.

PCQVP travaille maintenant à promouvoir la transparence, la redevabilité et la participation des citoyens à tous les niveaux de l'industrie extractive : des communautés locales dans les zones minières aux gouvernements nationaux, aux cadres régionaux de gouvernance minière comme la Vision minière africaine mais aussi au niveau international, notamment par l'intermédiaire de l'ITIE. Par exemple, PCQVP a contribué à l'organisation d'Indabas minières alternatives en Afrique qui aident les communautés affectées par l'exploitation minière à partager leurs expériences et à mener une planification collective en vue d'exercer leurs droits en rapport avec l'extraction des ressources naturelles.



50+

Nombre de pays
mettant en
œuvre l'ITIE

30

Nombre de pays
nécessitant des rapports
de paiements aux
gouvernements

40%

Pourcentage des 100
plus grandes entreprises
pétrolières et gazières
devant déclarer

45%

Pourcentage des 100 plus
grandes sociétés minières
devant déclarer

**“Partout dans le monde,
nous constatons des
menaces à l'encontre de
la société civile.”**

Suneeta Kaimal
Conseil mondial de PCQVP, États-Unis



Les défis auxquels fait face PCQVP

Afin de bâtir sur ses succès en assurant une plus grande transparence, PCQVP doit répondre aux défis d'un monde qui a beaucoup changé depuis 2002. Le boom mondial des matières premières de la dernière décennie a pris fin et certains pays dépendants des ressources naturelles sont maintenant profondément endettés. La croyance communément partagée que le pétrole, le gaz et les minéraux sont la clé de la prospérité future cède la place à la prise de conscience que ces ressources sont par nature difficiles à gérer. Leur extraction inflige généralement des dégâts à l'environnement et aux communautés locales, et leur valeur peut soudain basculer vers le haut ou vers le bas en raison de la volatilité des marchés. Les ressources seront un jour épuisées, ce qui signifie que les recettes doivent être utilisées avec précaution si l'on veut qu'elles créent des avantages durables pour les générations futures de citoyens.

La crise mondiale des changements climatiques pèse sur le secteur, ce qui signifie que certains gisements de pétrole, de gaz et de charbon ne peuvent être exploités sans porter préjudice à la planète et à l'humanité. Les pays qui comptent sur des exportations de combustibles fossiles doivent commencer dès maintenant à planifier un avenir faible en carbone, dans lequel certains projets peuvent devenir non viables. Les recettes existantes doivent être utilisées avec précaution car elles finiront par diminuer ou iront même jusqu'à se tarir. En même temps, un changement global impliquant l'abandon des combustibles fossiles va créer de nouvelles opportunités et de nouveaux défis, par exemple dans l'extraction de minéraux nécessaires à l'industrie des énergies renouvelables.

Au cours de la décennie écoulée depuis la crise financière mondiale de 2008, les problèmes des inégalités et de l'excès de pouvoir des grandes entreprises sont devenus une préoccupation à l'échelle mondiale. Les préoccupations selon lesquelles les entreprises et les grandes fortunes acquièrent une part disproportionnée de la richesse des pays, et parviennent à éviter ou se soustraire aux impôts la grevant, sont en relation directe avec le travail de PCQVP sur le secteur extractif. C'est un domaine où PCQVP et les gouvernements pourraient avoir des préoccupations similaires, et bon nombre des solutions provisoires proposées pour remédier à ces problèmes reposent sur la transparence.

La tâche d'assurer une plus grande transparence dans les industries extractives est loin d'être terminée, parce qu'il y a encore de nombreuses lacunes dans les rapports publiés, ce qui permet aux gouvernements et aux entreprises d'éviter tout contrôle public. Il y a une nécessité d'accroître et d'améliorer l'information du public sur les revenus de l'extraction (qui demeure très retardée ou de mauvaise qualité dans certains cas), sur les contrats d'extraction et les octrois de licences ainsi que sur la propriété des entreprises ; sur les transactions de pétrole, de gaz et de minéraux ; et sur les coûts sociaux et environnementaux de l'extraction pour les communautés locales, en particulier pour les femmes et les groupes autochtones dont les voix sont trop souvent absentes des débats politiques.

Cependant, nous avons également appris qu'une plus grande transparence, bien qu'essentielle pour éclairer le débat et l'examen public, n'est pas suffisante en soi pour solutionner les problèmes de gouvernance des ressources naturelles qui sont souvent profonds et complexes. Nous avons eu plus de succès dans l'incitation des gouvernements et des entreprises à divulguer des informations qu'à rendre les gouvernements plus sensibles aux citoyens et à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Les interventions techniques, les lois et les politiques, les initiatives internationales et le renforcement des capacités depuis 2002 ont rendu disponibles un nombre bien plus important de données et de connaissances sur le secteur extractif, créant ainsi des opportunités pour que la société civile agisse. Mais ces initiatives ont souvent fait trop peu pour changer le comportement des puissants ou assurer de plus grands avantages pour les citoyens. Elles sont généralement promues dans un esprit technocratique qui aspire à être politiquement neutre et ne reconnaît pas les dures réalités de la politique et du pouvoir.



Le défi pour PCQVP est donc de s'assurer que les informations circulent mieux et en plus grand nombre dans le domaine public tout en les utilisant plus efficacement pour favoriser l'action citoyenne, ce qui entraîne des bénéfices plus vastes et d'une plus grande durée issus des ressources naturelles au profit des citoyens.

Un défi connexe pour PCQVP est de défendre l'espace permettant aux organisations de la société civile de faire leur travail, car distribuer une quantité plus importante de données sur le secteur extractif ne sert à rien si les gens ne peuvent les utiliser efficacement. Les coalitions nationales PCQVP sont souvent dans des pays où cet espace est limité et, dans de nombreux cas, de plus en plus réduit.

La légitimité des organisations de la société civile est contestée par les gouvernements et les entreprises et de nombreux militants sont victimes d'intimidation, de menaces et de violence. En d'autres lieux, de nouvelles lois limitent la capacité des organisations de la société civile d'accéder aux ressources dont elles ont besoin pour leur travail, comme les financements depuis l'étranger. Les gouvernements peuvent toujours tirer une légitimité en prenant part à des initiatives internationales de transparence et de redevabilité tout en harcelant ou en arrêtant des militants travaillant sur la gouvernance des industries extractives. Dans certains pays, des militants ont été tués en toute impunité.



Le succès mondial de PCQVP dans la création et l'élargissement un nouveau domaine d'action immense a créé un dilemme pour notre mouvement. Nos membres doivent maintenir et approfondir leurs relations avec les citoyens et les communautés, mais ils doivent également consacrer un temps et des ressources limités pour s'engager dans des débats politiques très techniques et attirer des fonds de donateurs internationaux dont les priorités et les méthodes de travail peuvent être en contradiction avec les leurs. Ce peut être un défi pour certains membres de PCQVP que d'utiliser efficacement les données tout en ayant à se battre constamment pour obtenir des ressources et un espace politique.

Nous avons accompli des progrès importants, comme le montre notre bilan, mais nous pourrions faire plus pour comprendre comment et pourquoi nous avons réussi à apporter un changement. Nous devons faire davantage pour partager les expériences et enseignements parmi un mouvement vaste et diversifié et, compte tenu de nos ressources limitées, pour collaborer aussi efficacement que possible les uns avec les autres ainsi qu'avec d'autres mouvements de la société civile.

VISION 2025

Notre réponse à un monde en rapide évolution

Cette Stratégie Mondiale a été élaborée avec nos membres au cours d'un processus participatif de 18 mois, guidée par notre conseil mondial. Elle identifie les objectifs de haut niveau et les priorités où nous travaillerons ensemble, avec l'aide de notre secrétariat. Un plan opérationnel plus détaillé sera élaboré en 2019.

PCQVP mettait initialement l'accent sur la divulgation publique des paiements par les entreprises extractives aux gouvernements, et l'habilitation des citoyens pour qu'ils utilisent ces divulgations afin de demander une reddition des comptes aux gouvernements et aux entreprises. La Vision 20/20, et son cadre stratégique, la Chaîne pour le changement, ont été créés après que nous eussions rendu compte que nous avions besoin de travailler sur l'ensemble de la chaîne de valeur des industries extractives, depuis la décision initiale d'extraire jusqu'à la répartition de l'argent via les budgets nationaux. Cette stratégie offre une gamme d'options à la carte pour que les membres de PCQVP puissent choisir leurs propres priorités.



La Stratégie Mondiale s'appuiera sur notre succès dans l'obtention de niveaux sans précédent de transparence dans l'industrie extractive et répondra aux défis d'un monde en rapide évolution. Nous allons continuer à travailler sur l'approfondissement et l'élargissement de la circulation des informations publiques de l'industrie extractive.

Cependant, notre Stratégie Mondiale mettra davantage l'accent sur la nécessité de veiller à ce que la transparence contribue à de vastes changements dans les politiques et les comportements de sorte à améliorer la vie des citoyens dans les pays riches en ressources naturelles. L'accent sera mis sur la défense des droits des personnes de participer aux décisions qui les concernent, sur l'élargissement et l'approfondissement de l'espace pour la participation des citoyens et sur la construction de coalitions mieux reliées et résilientes. Nous allons utiliser notre force collective pour réagir à la diminution de l'espace civique, et nous continuerons de travailler dans les pays où cet espace est limité.

Nous nous efforcerons d'être une voix solide, efficace et inclusive en ce qui concerne la gouvernance des ressources naturelles ; nous tacherons de relier nos travaux avec ceux des autres mouvements de la société civile dans le monde entier, comme les mouvements pour la justice entre les sexes, la justice climatique et la justice fiscale, en faisant remarquer que de nombreux membres de PCQVP font déjà partie de ces mouvements. Notre objectif sera de relier notre travail aux efforts internationaux pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement durable, remédier aux inégalités et prévenir un changement climatique désastreux.

Nos quatre objectifs stratégiques pour 2020-2025

INFORMÉ

Défendre et étendre la transparence

Nous déterminerons les informations qui doivent être dans le domaine public pour que les citoyens les utilisent et ferons campagne sur ce thème. Cela signifie :

- Défendre et consolider les divulgations de paiements existantes des paiements des entreprises extractives aux gouvernements, via des mécanismes législatifs et volontaires, et améliorer la qualité et l'actualisation de ces données. Ceci inclura des données sur les paiements aux gouvernements résultant du négoce du pétrole, du gaz et des minéraux.
- Appeler à l'extension de la pleine divulgation des contrats d'extraction et des bénéficiaires réels des entreprises extractives.
- Identifier les types de transparence nouveaux et requis, et travailler dessus, par exemple pour que les gouvernements procurent aux communautés des informations sur les impacts environnementaux, sociaux et fiscaux des nouveaux projets d'extraction dont elles ont besoin.

INFLUENT

Utiliser la transparence

Nous allons utiliser les informations pour opérer le changement que nous voulons voir. Cela signifie :

- Travailler ensemble sur un plaidoyer transnational pour promouvoir des changements dans la gouvernance des ressources naturelles, soutenu et coordonné par le secrétariat de PCQVP. Notre plaidoyer sera fondé sur les informations que nous avons.
- Renforcer notre capacité d'utiliser et de recueillir des informations. Nous le ferons grâce à de nouveaux partenariats et de nouvelles formations, établissant des liens entre nos membres dans différents pays et élaborant de nouveaux outils et mécanismes de partage de l'information.
- Documenter des exemples de notre utilisation des données, en analysant ce qui a fonctionné ou n'a pas fonctionné dans le contexte national, puis en élaborant et en partageant avec la coalition des enseignements généraux.

ENTENDU

Renforcer la participation citoyenne dans la gouvernance des ressources naturelles

Nous allons promouvoir, soutenir et défendre le droit des citoyens, en particulier les plus marginalisés, d'être impliqués dans les décisions qui les concernent. Cela signifie :

- Plaidoyer pour des réformes de la gouvernance des ressources naturelles menées par les citoyens, y compris les révisions de la politique du gouvernement ou sa mise en œuvre.
- Être une voix forte dans des initiatives telles que l'ITIE et l'OGP et mobiliser un soutien collectif lorsque nous ou nos membres sommes menacés en raison de notre engagement dans la gouvernance des ressources naturelles.
- Travailler pour défendre le droit des communautés au Consentement Libre, Préalable et Informé sur les projets d'extraction et à la capacité de remettre en question les décisions officielles liées à la gestion du pétrole, du gaz et des minéraux.
- Documenter et partager des expériences d'approches participatives en rapport avec la gouvernance des industries extractives - par exemple dans le partage des bénéfices et des recettes au niveau sous-national, la passation transparente des marchés et la budgétisation participative - et évaluer la façon dont elles peuvent contribuer à de meilleurs résultats pour les citoyens.

CONNECTÉ

Consolider notre mouvement

Nous serons une coalition mondiale efficace et inclusive qui fonctionnera grâce à l'action collective. Cela signifiera :

- Favoriser le partage des connaissances au sein de la coalition. Nous allons recueillir, analyser et communiquer des données au sujet de notre impact, et des façons dont la transparence contribue à la redevabilité et à une vie meilleure pour les citoyens.
- Mener des recherches et partager les enseignements et l'expérience sur les avantages et les coûts de l'extraction, y compris en ce qui concerne la transition depuis les combustibles fossiles. Cela aidera notre plaidoyer et nous permettra d'adopter des positions plus éclairées sur la question de savoir si et quand l'extraction se produit dans le meilleur intérêt des générations actuelles et futures.
- Devenir plus efficaces et inclusifs. Nous allons renforcer notre capacité à mener des activités de plaidoyer fondées sur des données probantes, nous engager dans un leadership collectif et créer des coalitions efficaces et bien gouvernées. Nous serons inclusifs vis-à-vis des communautés marginalisées et nous renforcerons nos liens avec les citoyens en général. Nous intensifierons notre engagement auprès des communautés touchées par l'extraction et garantirons l'équité entre les sexes de la même façon que nous le faisons.
- Établir des liens avec d'autres mouvements de la société civile, tels que ceux de la justice entre les sexes, de la justice climatique et de la justice fiscale, et rechercher des synergies entre leur travail et le nôtre.

LES RÉSULTATS ATTENDUS POUR 2025

L'objectif principal de cette stratégie est qu'en 2025, le travail de PCQVP sur le secteur extractif ait entraîné des changements systémiques et importants dans les politiques et le comportement des gouvernements et des entreprises extractives ayant amélioré de façon tangible la vie des citoyens dans les pays où opère PCQVP et aidé ces pays à se préparer pour l'avenir.

Vous trouverez ci-dessous les cinq résultats que notre stratégie globale vise à atteindre d'ici 2025. Nous prévoyons que ces résultats pourraient légèrement changer avec le temps, à mesure que le contexte politique et économique évolue. Nous reviendrons donc sur ces résultats chaque année de la mise en œuvre de la stratégie. En outre, nos plans de travail annuels tout au long de la période allant de 2020 à 2025 comprendront des résultats intermédiaires annuels qui nous aideront à atteindre les résultats à long terme d'ici 2025.

1

Les gouvernements et les compagnies extractives publient des informations plus complètes, actualisées, fiables, accessibles et axées sur la demande.

2

Publiez ce que vous payez est mieux en mesure d'utiliser les informations disponibles pour créer une base de preuves solide pour une gouvernance améliorée.

3

Publiez ce que vous payez coordonne davantage d'efforts de plaidoyer transnationaux pour favoriser des changements normatifs, politiques et comportementaux en vue d'une plus grande responsabilisation des gouvernements et des entreprises à l'égard des citoyens.

4

Publiez ce que vous payez permet une participation plus active des communautés, des femmes et des jeunes aux initiatives de gouvernance extractives.

5

Publiez Ce que vous payez est un mouvement plus inclusif et diversifié, mieux à même de démontrer notre impact et de tirer les leçons de notre expérience collective.